

*Les crédits*

gouvernement, mais plutôt d'une tentative pour amener tous les partis à la Chambre à accepter certains principes.

Je crois que nous voulons tous un meilleur Canada. Nous avons tous le même objectif. Certains ont peut-être des vues différentes sur le moyen d'y parvenir. Mais aujourd'hui, donnons au moins un espoir aux Canadiens en déclarant que nous pouvons nous unir et nous entendre sur les principes fondamentaux. Montrons que nous avons appris de nos erreurs. Montrons aux Canadiens que nous sommes déterminés à adopter une véritable Constitution qui leur appartient à eux, et non à un parti politique ou à un courant de pensée.

La motion d'aujourd'hui serait un premier pas, et je demande instamment à tous les députés de l'appuyer.

**Des voix: Bravo!**

**M. Rob Nicholson (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et procureur général du Canada):** Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement les observations du chef du Nouveau Parti démocratique. Je dois dire que je trouve fort décevant qu'elle ait utilisé à des fins partisans un sujet aussi délicat et difficile que celui-là pour les Canadiens, risquant ainsi de semer la zizanie au sein de la Chambre et des partis politiques.

Ses propos sur le premier ministre, notamment, sont très injustes, voire inexacts. L'accusation qu'elle a faite à plusieurs reprises et selon laquelle le gouvernement tente d'empêcher la participation du public ou ne s'y intéresse pas est à la fois injuste et non fondée. Le chef du Nouveau Parti démocratique sait ou devrait savoir que le premier ministre a mis en oeuvre diverses initiatives.

Je voudrais revenir sur un autre point qui a été soulevé à maintes reprises à la Chambre. Il n'y a pas de mal à ce que le gouvernement fasse appel aux sous-ministres ou à d'autres pour examiner les différentes options. C'est tout à fait logique. Il serait irresponsable pour tout ministre ou employé du gouvernement du Canada de ne pas réfléchir à cette épineuse question.

Ce que le chef du Nouveau Parti démocratique oublie de dire, c'est que le gouvernement a pris un certain nombre d'initiatives sollicitant le point de vue des Canadiens. La Commission Spicer est bien sûr l'une de ces initiatives. La députée n'en a parlé que très brièvement. En fait, les membres de son parti et elle devraient plutôt

appuyer cette commission pour qu'elle soit un succès, car elle constitue l'un des moyens mis en oeuvre par le gouvernement pour recueillir le point de vue des Canadiens d'un océan à l'autre.

Du point de vue technique, le Comité parlementaire mixte dirigé par MM. Edwards et Beaudoin visitera les dix capitales provinciales ainsi que celles des territoires et plusieurs grandes villes du pays pour discuter de certaines des questions dont la députée a parlé, à savoir, le référendum et l'assemblée constituante, entre autres. Nous invitons les Canadiens à nous faire part de leur point de vue, tout comme nous demandons à tous les députés, y compris ceux de son parti, de nous donner le leur. C'est donc une autre initiative.

Je suis en outre fier de dire que le premier ministre a demandé à son propre parti, le Parti progressiste conservateur, de participer, dans toutes les circonscriptions d'un océan à l'autre, au débat sur l'avenir du Canada.

Dans une semaine ou deux, je participerai à un forum des progressistes conservateurs de l'Ontario de même qu'à un forum national. Le premier ministre du Canada demande aux Canadiens de participer au débat sur l'avenir du pays.

J'invite le chef du Nouveau Parti démocratique à abandonner son sectarisme politique et à soutenir des gens qui, comme le premier ministre, s'efforcent d'unir le pays et de le renforcer.

**Mme McLaughlin:** Monsieur le Président, comme je l'ai dit dans mes remarques, la Constitution consiste en une série de principes pour notre pays et indique comment nous allons les mettre en pratique. Il s'agit de quelque chose qui va plus loin. Il s'agit de l'unité nationale.

Même si de nombreux Canadiens trouvent difficile de s'intéresser à la formule d'amendement de la Constitution ou à des points de détails particuliers, aussi importants soient-ils, ils savent vraiment une chose. Ils savent qu'il y a 1,3 million de chômeurs dans notre pays, que la pauvreté augmente, que le gouffre s'élargit entre les riches et les pauvres et que la classe moyenne a de plus en plus de difficultés à maintenir même son niveau de vie. Les taxes, comme celle sur les produits et services, ont rendu encore plus difficile la survie des particuliers et des petites entreprises dans notre pays.